L’illusion Podemos

Le 22-04-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Les élections au Parlement européen de Strasbourg (22 au 25 mai 2014 selon les pays) ont apporté leur lot de résultats plus ou moins attendus :

- France : première place du Front national (FN) (près de 25% des suffrages exprimés et 24 élus).
- Royaume-Uni : percée d’UKIP (plus de 26% des suffrages exprimés et 24 élus).
- Allemagne : première place de l’Union chrétienne-démocrate (30% des suffrages exprimés environ pour 29 élus).

L’Espagne fournit un bon exemple de la façon dont les grands médias, peu enclins à la subtilité et à la précision, ont montré une vision caricaturale de la réalité, promouvant au passage des partis-leurre.

Un peu comme le FN ou Debout la France (DLF), qui ne proposent pas une véritable sortie de l’euro, de l’UE et de l’OTAN dans leur programme, certains partis espagnols donnent l’impression d’être très critiques vis-à-vis de la construction européenne… mais ils ne proposent en réalité qu’une « autre Europe ».

Podemos (fondé le 17 janvier 2014) fait partie de ces leurres agités comme des étendards de la souveraineté et de l’euroscepticisme. Pourtant, malgré la belle histoire racontée par les médias espagnols et français (et vraisemblablement européens), la réalité est toute autre.

Le 25 mai 2014, avec une participation en très légère hausse par rapport aux précédentes élections (43,09%, contre 43% en 2009), le Parti Populaire (PP), de droite, et le Parti socialiste unifié espagnol (PSOE) ont enregistré une chute non négligeable de leurs voix. Le PP passait de plus de 6,6 millions de voix et 24 sièges à un peu plus de 4 millions de voix et 16 sièges. Le PSOE passait de plus de 6 millions de voix et 23 sièges à un peu plus de 3,5 millions de voix et 14 sièges. Au total un peu plus de 49% des suffrages exprimés, soit moins de la moitié (une première depuis les années 80).

Face à eux, trois partis dépassaient la barre du million d’électeurs :

- La Gauche plurielle [1], très comparable dans son programme au Front de Gauche (qui triplait son nombre de députés, en obtenait six, et doublait plus que largement son nombre d’électeurs).

- Union Progrès et Démocratie, favorable à une fédération européenne et dont les propositions sont proche de celles du MoDem (qui quadruplait son nombre de députés, en obtenait quatre, et doublait amplement son nombre d'électeurs).

- Podemos qui pointait à la quatrième position, obtenant d'emblée cinq sièges au Parlement européen.

PP et PSOE arrivaient très largement en tête de ces élections européennes : 26,06% des suffrages pour le parti au pouvoir et 23% pour le second. Le troisième – la Gauche plurielle – arrivait très loin derrière avec 10%. PP et PSOE continuent donc de rassembler à eux deux une nette majorité des députés espagnols au Parlement européen (30 sur 54).

Parler de remise en cause totale ou d'ébranlement du bipartisme espagnol n'est pas totalement vrai.

- Le PP arrive en tête dans une majorité de provinces espagnoles, résistant dans ses bastions traditionnels comme l'Aragon (+ de 35% des suffrages dans la province de Teruel), la Galice (+ de 44% dans la province d'Orense), la Communauté de Valence (+ de 32% dans la province de Castellón), la Région de Murcie (+ de 37%) ou la Castille-et-León (+ de 46% dans la province d'Ávila). Il semble même s'ancrer, durablement, dans des terres traditionnellement de gauche comme la Castille-La Manche (+ de 43% dans la province de Cuenca).

- Le PSOE conserve le grand sud espagnol, notamment l'Andalousie (+ de 42% dans la province de Jaén et + de 41% dans la province de Huelva) et une partie de l'Estrémadure (+ de 40% dans la province de Badajoz). Première place aussi dans l'ancienne région minière des Asturies.

Avec 7,97% des suffrages au niveau national, le score de Podemos est très honorable si l'on tient compte du fait qu'il s'agit d'un parti de constitution très récente (janvier 2014), et qu'il récolte de bons résultats dans le centre de l'Espagne, notamment à Madrid (troisième, avec 11,28% des suffrages exprimés) et dans la Castille-et-León (troisième, avec 9,5% dans les provinces de León et Zamora). Ses meilleurs résultats provinciaux ne dépassent pas les 12% des suffrages exprimés, et son ancrage dans les zones rurales, très représentées au parlement espagnol, est bien plus faible qu'en milieu urbain.

Grandes tendances du scrutin européen dans les provinces espagnoles.

- Rouge : Parti socialiste ouvrier espagnol ;
- Noir : Bildu, parti indépendantiste basque classé à gauche ;
- Orange : Coalition pour l'Europe, regroupant essentiellement des partis indépendantistes catalans et basques de droite
- Jaune : Gauche républicaine catalane, parti indépendantiste catalan.

Comment expliquer la médiatisation de Podemos (comme l'est celle de Syriza) ?

L'effet de nouveauté et de surprise n'explique pas tout. Il y a autre chose, la formation de Pablo Iglesias ne dérange pas fondamentalement les pouvoirs en place. Comme cela a été le cas en France pour les tout nouveaux partis « Nous Citoyens » ou « Nouvelle Donne », Podemos – à peine né – a eu droit à toutes les antennes de télévision et de radio.

Quel est donc le programme politique de Podemos ? Il s'articule autour de six idées très consensuelles et qui sont toujours accompagnées du mot d'ordre « Construire la démocratie » : « Faire redémarrer l'économie », « Conquérir la liberté », « Conquérir l'égalité », « Récupérer la fraternité », « Conquérir la souveraineté » et « Récupérer la terre ».

Ce programme s'appuie sur un certain nombre de propositions passe-partout : audit citoyen de la dette ; réorientation du système financier en faveur de l'économie réelle ; reprise en main des secteurs stratégiques de l'économie ; contrôle des acquisitions dans le domaine des médias afin d'éviter les monopoles ou les oligopoles, etc. Sur le plan « sociétal » Podemos défend la théorie du genre ; la laïcité (dans un pays où ce sujet est plutôt clivant) ; prône une extension du droit à l'avortement ; critique toute limite à l'immigration vers l'Espagne ; veut un référendum sur l'indépendance du Sahara occidental, etc.

Pour Podemos la souveraineté nationale est un thème parmi d'autres, et non pas la condition prioritaire pour l'application de son programme.

À aucun moment, Podemos ne propose de sortir de l'Union européenne. Il prône, comme tant d'autres partis-leurre, une « autre Europe » : une Europe sociale, une Europe des peuples, une Europe des travailleurs... toutes choses qui ne mangent pas de pain. C'est pourquoi il exige la modification des traités de libre-échange passés entre l'Union européenne et des États tiers ou l'abandon des négociations concernant le Traité de Libre-Échange transatlantique.

Le programme de Podemos s'inscrit ainsi dans le cadre de l'UE :

- Reconversion de la BCE en faveur d'une politique sociale…
- Création d'une Agence européenne de notation…
- Rédaction d'une Charte démocratique…
- Mise en place plus régulière d'initiatives populaires au niveau européen (il y aurait donc un « peuple européen » ?)
- Réorientation du budget de l'UE vers des politiques sociales, etc.

Podemos, comme Syriza, refuse de voir que l'U.E. est une construction néolibérale, irréformable, antidémocratique.

Cet attachement inconditionnel à l'U.E. est tel que Pablo Iglesias soutient, dans son programme, l'intégration croissante des pays européens, et cela en parfait accord avec les formations les plus farouchement européistes. Un tel attachement rend par ailleurs impossibles toutes les politiques sociales et antilibérales inscrites dans sa charte électorale.

Un programme leurre caractéristique :

Affichette résumant quelques points du programme de Podemos :

- BANCA : BANQUE : Création d'une banque publique avec gestion démocratique à partir des anciennes caisses d'épargnes converties en entités bancaires et recapitalisées par des fonds publics.
- SOBERANÍA POPULAR : SOUVERAINETÉ POPULAIRE : que ce soit le citoyen qui choisisse son propre destin, et non pas les grands capitaux, ni les marchés, ni la banque, etc. • SALARIOS Y PENSIONES : SALAIRES ET RETRAITES : augmentation des deux.
- VIVIENDA DIGNA + : LOGEMENT DÉCENT + DATION EN PAIEMENT AVEC EFFET RETROACTIF.
- IGUALDAD ENTRE HOMBRES Y MUJERES : ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES.
- OTAN : OTAN : Référendum contraignant sur la sortie de l'Espagne de l'Otan.
- PRIVATIZACIONES ? PRIVATISATIONS ? En finir avec la privatisation des services publics.

- IGLESIA : ÉGLISE : liberté de croyance, élimination des privilèges de l'Église catholique.
- FINANCIACION : FINANCEMENT : Podemos n'a pas de dettes bancaires. Podemos est financé par les contributions de ses adhérents sur son site internet. Etc.

La plupart de ces propositions (souveraineté populaire, revalorisation des salaires et des retraites, sortie de l'Otan, arrêt de la privatisation des services publics) sont totalement incompatibles avec les traités européens.

Ce programme n'aurait de sens que si Podemos incluait la sortie de l'Espagne de l'UE et de l'euro. Or, Podemos ne le propose pas, élude la question cruciale de l'euro, et milite au contraire pour une plus grande intégration européenne.

L'incompatibilité entre les divers points du programme de Podemos est, depuis le 25 janvier 2015 et l'élection de Syriza en Grèce, brillamment démontrée, au dépend du peuple Grec, par l'U.E. et la Troïka vis-à-vis du programme dit « de Thessalonique » de Syriza.

Alors pourquoi un tel engouement pour Podemos ?

Ce nouveau parti est la traduction politique d'une puissante volonté populaire de balayer la classe politique espagnole. Podemos surfe sur le « mouvement des Indignés » de 2011 dont il reprend quelques aspirations, les slogans et la confusion idéologique. Pablo Bustinduy, (Fête de l'Humanité, septembre 2014) indiquait « Si l'on veut repolitiser la souffrance et la colère, il faut admettre que le clivage gauche/droite est rejeté et faire un pari audacieux… et nous opérons une construction politique par rapport à ceux dont nous ne voulons plus. ». Jorge Lago ajoutait que Podemos serait « un parti fondé sur une hégémonie et non une idéologie, où l'on part du plus petit dénominateur commun pour rassembler au maximum, puis on élargit toujours un peu plus ». En créant en premier lieu « une structure purement électorale ».

Cette structure est fortement soutenue par les médias.

En effet, sans organisation, ni histoire, ni financement, Podemos était très présent dans tous les médias pour la campagne des européennes de 2014, ce qui lui a permis d'obtenir 7,98 % et 5 députés.

Le vocabulaire employé par Podemos explique en grande partie son succès : comme le dit Pablo Iglesias, il est proche des « gens », accessible, loin de toute « idéologie ». La « caste » est l'ennemie. C'est 1% des gens : les partis, les bureaucrates, les financiers, etc. sont contre les « citoyens », les autres 99 % : les gens honnêtes, profs de fac, petits patrons, chômeurs, professions libérales, etc.

La caste est identifiée au pouvoir politique, aux élites traditionnelles associées aux partis et aux syndicats. Les « mauvais » patrons, liés au pouvoir, les financiers, les bureaucrates, ternissent l'image des patrons « honnêtes ». Du côté des « citoyens », tout le monde est beau, gentil et bienvenu. Face aux « patrons voyous », les patrons honnêtes, qui créent de l'emploi, travaillent dur. Face aux « partis corrompus », un mouvement neuf, vierge de toute souillure. Face aux « experts dominants », les experts critiques.

L'emploi par Podemos des mots « caste » et « citoyen » a une haute teneur politique, il nous ramène deux siècles en arrière. Les termes « caste » et « citoyen » servent de voile idéologique à la classe dominante, pour masquer les vrais antagonismes de classe en occultant l'Homme concret, l'exploité, le dominé. Marx soulignait que le concept de « citoyen » ou d' « humain », dans la société bourgeoise, était l'universalité

abstraite, les droits formels, la fausse conscience, l'hypocrisie idéologique de la démocratie des riches.

Podemos se veut le représentant de la société civile ; le peuple, contre la « société politique » ; les partis.

Cette mystification naît de la négation des rapports économiques et sociaux de production, des antagonismes entre les classes dominantes et les classes dominées. Sur le plan de l'efficacité, l'organisation issue des Indignés a été remise en cause, discutée et modifiée lors du congrès fondateur d'octobre 2014. Finalement, c'est bien la forme « parti » qui s'est imposée, comme étant le meilleur outil pour prendre le pouvoir.

Le combat contre la politique néolibérale menée indifféremment par le PP et le PSOE s'exprime dans la seule offre politique disponible : Podemos. Ou plutôt s'exprimait, puisque depuis décembre 2014, le mouvement parti de Pablo Iglesias est concurrencé par la droite. Il n'est plus le seul à incarner « le changement » et canaliser une partie du vote de contestation. Le parti centriste Ciudadanos (Citoyens- sigle C's), incarné par Albert Rivera, 35 ans, se développe et revendique 22.000 militants. Ses deux piliers : une lutte musclée contre la corruption en politique, et des mesures économiques dites « pragmatiques » et « raisonnables » face à la crise.

Le candidat de Ciudadanos pour la communauté de Madrid (l'équivalent de la région Île-de-France), Ignacio Aguado, le dit : « Nous partageons avec Podemos leur indignation sur certaines choses, mais eux prônent la rupture, veulent tout reconstruire de zéro… Nous, nous pensons que la maison a été plutôt bien construite, mais qu'elle est en train de pencher dangereusement. Il faut corriger tout ce qui fonctionne mal ».

La stratégie de Podemos, mixer des revendications portées par les mouvements sociaux avec un discours sur la prise de pouvoir, ne devrait pas changer pour les prochaines échéances électorales (élections générales fin 2015). « Nous voulons convertir cette majorité sociale, qui existe déjà dans le pays, cette majorité favorable au changement, hostile aux politiques d'austérité, en une majorité politique. Pour y parvenir, nous combinons des propositions de sens commun, que la rue réclame depuis longtemps – la fin des expulsions immobilières, la défense des services publics, etc. Parce qu'il faut être, pour demander aujourd'hui ces choses qui semblent de sens commun à la majorité, une force très courageuse. Il faudra par exemple être capable de négocier avec l'Allemagne, en tant que représentant d'un pays souverain, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. » (Luis Alegre, membre de la direction de Podemos).

Podemos appelle à une « convergence des gauches », et pour cela, Iglesias devra discuter avec le PSOE pour conclure des pactes et des gouvernements en région.

En ne remettant pas en cause la participation de l'Espagne à l'UE et à l'euro, en reprenant les arguments de Syriza, Podemos s'est engagé dans une impasse que nous connaissons déjà en Grèce.

[1] La Gauche plurielle : Gauche unie (IU), Gauche unie et alternative (EUiA), Initiative pour la Catalogne Verts (ICV), Anova-Fraternité nationaliste (Anova), Espace écosocialiste galicien (EcoSoGal), Construire la gauche-Alternative socialiste (CLI-AS), Les Verts, Iratzarri (EKI), Batzarre.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire